Les riches, les pauvres et le changement climatique

Partage international n° 391 – Mars 2021

par Graham Peebles

A moins d'être dans le déni le plus complet, on ne peut plus remettre en question le fait que le climat mondial change de façon spectaculaire et que le chaos est dû à l'homme. Les phénomènes météorologiques extrêmes – incendie, sécheresse, canicule, ouragans – sont de plus en plus fréquents, et ont un impact dévastateur sur les écosystèmes et la biodiversité, les populations et les infrastructures. Les pays en développement du Sud sont les plus durement touchés par le changement climatique, les communautés les plus pauvres, en particulier les femmes et les enfants, étant les plus touchées, alors que ce sont les nations industrialisées et les modes de vie des riches qui participent le plus au problème.

La perturbation des cycles météorologiques est causée par le réchauffement de la planète (l'augmentation de la température moyenne à la surface de la terre) qui résulte d'une accumulation de ce que l'on appelle communément les gaz à effet de serre (GES). Le dioxyde de carbone (CO_2), le méthane (CH_4) et le protoxyde d'azote (N_2O) emprisonnent la chaleur qui, autrement, serait évacuée de l'atmosphère terrestre, avec pour conséquence une augmentation de la température moyenne du sol. La combustion des combustibles fossiles (charbon, gaz naturel et pétrole) est la principale source des émissions. L'élevage industriel est non seulement une source importante de GES, mais il a aussi un impact désastreux sur l'environnement en général, notamment avec la déforestation et la pollution de l'air et de l'eau.

La Chine (1,4 milliard d'habitants) avec 28 % du total des émissions de GES, est le plus grand émetteur mondial, mais elle n'occupe que la 47e place en termes d'émissions par habitant. La Chine est également l'un des plus grands investisseurs mondiaux dans les énergies renouvelables, et prévoit de produire 35 % de son électricité à partir de sources renouvelables d'ici 2030. Ce sont les Etats-Unis (328 millions d'habitants), deuxième pollueur mondial, qui ont les émissions par habitant les plus élevées au monde, et de loin. Ensemble, les quatre principaux émetteurs (Chine, Etats-Unis, UE plus Royaume-Uni et Inde) ont produit 55 % de l'ensemble des émissions de GES au cours de la dernière décennie.



Photo : M-Rwimo, CC BY-SA 4.0, via Wikimedia Commons
Pour couronner le tout, les pays et les communautés les plus pauvres, qui n'ont rien fait ou presque pour provoquer le changement climatique, sont les plus durement touchés par ses effets dévastateurs.

Quel que soit l'endroit où elles sont produites, les émissions de GES nous affectent tous, partout. Il n'est pas surprenant que la principale source d'émissions, représentant 73 % des émissions, soit la consommation d'énergie provenant des combustibles fossiles. Une étude réalisée par *The Guardian* en 2019 a révélé que plus d'un tiers de *« toutes les émissions de dioxyde de carbone et de méthane liées à l'énergie »* depuis 1965 ont été produites par seulement 20 entreprises. A elles seules, Chevron, BP, Shell et Exxon ont produit plus de 10 % des émissions mondiales de carbone depuis 1965. Tout le monde, en particulier les pays développés, alimente le brouillard étouffant des émissions mondiales mais, outre les entreprises du secteur énergétique, le groupe qui est responsable de manière disproportionnée du changement climatique est celui des riches. Les recherches d'Oxfam et de l'Institut de l'environnement de Stockholm (IES), publiées en septembre 2020, montrent qu'entre 1990 et 2015 (une période critique dans l'évolution du changement climatique), alors que les émissions de GES ont augmenté de 60 % et que les émissions cumulées ont doublé, les 10 % les plus riches de la planète (environ

630 millions de personnes) ont été responsables d'un pourcentage stupéfiant de 52 % du total. Comme si cela n'était pas assez choquant, l'analyse des chiffres révèle que *« les 1 % les plus riches (environ 63 millions de personnes) étaient responsables de 15 % des émissions mondiales pendant cette période »*. Cette énorme augmentation des émissions a épuisé *« rien que pendant ces 25 années, près d'un tiers du budget carbone global de 1,5° C [la quantité de CO_2 que chaque pays s'est engagé à produire pour atteindre les objectifs sur une période donnée] »*. En revanche, les 50 % de personnes les plus pauvres de la planète (3,9 milliards d'habitants), qui vivent toutes dans des pays en développement, n'ont utilisé que 4 % du budget carbone disponible, produisant à peine 7 % des émissions cumulées.

« L'inégalité carbone » (différences dans les dépenses du budget carbone convenu) reflète et amplifie les déséquilibres socio-économiques du monde. Au cours de la période 1990-2015, le PIB mondial a doublé alors que les inégalités de richesse et de revenus se sont accrues, que les niveaux de consommation ont augmenté et, bien que des millions de personnes soient sorties des niveaux de pauvreté les plus extrêmes (1,90 dollar par jour), le revenu d'environ la moitié de la population mondiale est resté inférieur à 5,50 dollars par jour. Même lorsque les pauvres voient un changement insignifiant dans leur vie, dans le cadre du paradigme actuel, les principaux bénéficiaires de la croissance restent les riches. La croissance intensifie les inégalités, concentrant la richesse – et avec elle le pouvoir politique et celui des entreprises – dans les poches doublées de soie d'un minuscule pourcentage de la population : un petit nombre en diminution, principalement des hommes, majoritairement blancs, contrôle davantage, consomme plus, et épuise avidement le « budget carbone » mondial au détriment du reste de la population et des générations futures.

Si les avantages de l'établissement d'un budget carbone sont discutables, le fait que la quasi-totalité de ce budget soit absorbée par les responsables de la majorité des émissions de GES est particulièrement injuste. Greenpeace affirme qu'un citoyen moyen (c'est beaucoup plus élevé pour les riches) aux Etats-Unis, au Canada et en Australie émet 150 fois plus de carbone qu'un habitant du Malawi en Afrique de l'Est. Pour couronner le tout, les pays et les communautés les plus pauvres, qui n'ont rien fait ou presque pour provoquer le changement climatique, sont les plus durement touchés par ses effets dévastateurs.

Le terreau de l'injustice climatique et de l'inégalité sociale est l'idéologie compétitive inhérente à l'ordre socio-économique mondial, les valeurs qu'elle promeut, les comportements qu'elle encourage. Pour mettre un terme aux émissions de GES, et non pas simplement les réduire, il faut rejeter l'idée simpliste d'un consumérisme sans fin et d'une croissance économique perpétuelle. La croissance constante, qui est la pierre angulaire des politiques gouvernementales et des projets d'entreprise dans le monde entier, doit être remplacée par des politiques qui donnent la priorité à la responsabilité environnementale, la justice sociale et l'unité.

Le défi d'une époque

En décembre 2015, 194 pays ont signé le tout premier accord mondial universel et juridiquement contraignant sur le changement climatique, adopté lors de la conférence de Paris sur le climat (COP21). Ce traité définit un cadre pour limiter le réchauffement climatique *« bien en dessous de 2° C et poursuivre les efforts pour le limiter à 1,5° C »*. Pour atteindre cet objectif, les pays ont établi des contributions nationales déterminées (CND). Même si certains pays ont annoncé des objectifs très ambitieux (par exemple : l'UE doit réduire les GES de 40 % d'ici 2030), les Nations unies déclarent dans leur *Rapport 2020* sur l'écart de réduction des émissions que non seulement les politiques sont incompatibles avec ces chiffres, mais que *« les pays doivent collectivement multiplier par trois leurs ambitions en matière de CND pour atteindre l'objectif de 2° C et par plus de cinq pour atteindre l'objectif de 1,5° C »*.

Actuellement, malgré les restrictions économiques et commerciales liées à la Covid en 2020, les émissions de GES augmentent à un taux moyen de 1,3 % par an. Fin 2019, d'après *l'Oceanic and Atmospheric Research* (NOAA), les émissions ont augmenté de 41 % depuis 1990. La menace qui en résulte, pour les écosystèmes, l'habitat animal et les communautés humaines, est énorme. Dans un récent rapport publié dans *Frontiers in Conservation Science* (FCS), un groupe international de scientifiques prévoit *« un épouvantable avenir avec une extinction de masse des espèces animales, la détérioration de la santé et des bouleversements climatiques »* en raison du déni et de l'inaction collectives, principalement de la part des gouvernements et des grandes entreprises. *« Les conditions environnementales futures seront bien plus dangereuses qu'on ne le croit actuellement*, affirment-ils, *l'ampleur des menaces […] est en fait si grande qu'elle est difficile à saisir, même pour des experts bien informés. »*

Les scientifiques lancent de tels avertissements

depuis des années, mais les politiciens, les chefs d'entreprise, les riches et les suffisants les ignorent régulièrement et ne se sont pas préparés à faire les sacrifices et les changements d'approche et de comportement nécessaires pour sauver la planète. FCS indique clairement que pour faire face à la crise, il faut apporter des changements fondamentaux au « capitalisme mondial » ainsi qu'à l'éducation et à l'égalité.

Sous la menace de la Covid-19, les gouvernements du monde entier ont agi, certains plus efficacement que d'autres, mais tous ont réagi. La crise environnementale est beaucoup plus grave ; c'est le défi de l'époque et elle exige une réponse mondiale coordonnée (vers les Nations unies). Une action radicale est nécessaire et urgente, en particulier une action qui entraîne des changements de comportement chez les principaux émetteurs de GES : les riches, les entreprises énergétiques, les grandes entreprises et les masses des consommateurs des pays développés.

Les mesures écologiques prises par les individus, comme prendre moins l'avion, utiliser moins de plastique, manger moins de produits d'origine animale, bien qu'elles soient importantes, ne résoudront pas le problème du changement climatique. Un changement systémique est désespérément nécessaire, ainsi qu'un changement d'attitude pour passer de l'excès à la sobriété.

Auteur : Graham Peebles, écrivain indépendant britannique et travailleur caritatif, il a créé l'ONG The Create Trust en 2005 et a mené des projets éducatifs en Inde, au Sri Lanka, en Palestine et en Ethiopie.
Thématiques : environnement
Rubrique : Point de vue